

# on en parle...



**Pétition pour la défense des agriculteurs camerounais : plus de 620 000 signatures recueillies en 4 mois**

**C'**EST UNE ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ayant pignon sur rue au Cameroun, qui a enclenché la démarche de signature des pétitions pour revendiquer des subventions directes en faveur des agriculteurs camerounais. Ce moyen d'expression, bien que nouveau pour bon nombre de Camerounais, a produit des résultats au-delà de toutes les espérances : 622 236 pétitions collectées en l'espace de quatre mois.

Ces résultats ont été présentés publiquement par l'Association de défense des intérêts collectifs (Adcic), les 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 2006 à Yaoundé, respectivement lors d'un dîner avec les députés camerounais et au cours d'une conférence de presse.

Le pari des pétitions était d'autant plus risqué et incertain dans l'environnement camerounais. Chaque pétition requérait la signature, le nom, l'adresse, l'âge et la profession du signataire. Les deux destinataires étant deux hautes autorités, à la limite intouchables, du pays, à savoir le Président de l'Assemblée nationale et le Premier ministre chef du Gouvernement, cela aurait pu dissuader l'essentiel de la population. Que non ! La mobilisation a été de taille.

Du 1<sup>er</sup> août au 30 novembre 2006, durant les quatre mois qu'a duré la campagne de collecte des signatures, des Camerounais de toutes les couches sociales, de tous les corps de métiers, de tous les âges et de toutes les régions, même ceux de l'étranger, ont marqué leur adhésion à la cause des subventions directes aux agriculteurs.

L'Adcic a présenté les pétitions en public, en présence d'autres acteurs du monde agricole venus d'Europe. Adrej Ryl, Vice-président de l'association Solidarnosc (Pologne), a saisi l'occasion pour encourager les paysans camerounais à défendre leurs droits en rangs serrés. « *Nous agriculteurs polonais, nous sommes passés par là* », a-t-il déclaré. Et une agricultrice française de renchérir : « *Nous sommes les paysans du monde. Nous avons besoin des moyens pour nourrir les hommes* ».

Les moyens, c'est ce que demande l'Adcic pour le secteur agricole qui emploie au Cameroun près de 70 % de la population. Un secteur victime de la mondialisation dont l'un des effets est l'invasion des marchés locaux par des produits agricoles étrangers hautement subventionnés. Un secteur qui, paradoxalement, se trouve spolié de tous les appuis et autres faveurs qui font la prospérité de ses homologues



directeur de la publication : Jean-Claude DEVÈZE  
rédactrice en chef : Anne PERRIN  
comité de rédaction : Roger BLEIN, Patrick DELMAS, Daouda DIAGNE, Dominique GENTIL, Jean-Valère NGOUBANGUYI, Souleymane OUATTARA, Sébastien SUBSOL, Marie-Pauline VOUFO  
dessins : Stew PATRIKIAN  
conception graphique, mise en œuvre : Bureau Issala  
photogravure, impression : IMB, 14400 Bayeux  
éditeur : Inter-réseaux – 32, rue Le Peletier 75009 Paris  
téléphone : +33 (0) 1 42 46 57 13  
gds@inter-reseaux.org  
www.inter-reseaux.org  
dépot légal : 4<sup>e</sup> trimestre 2006  
ISSN : 1274-3895

du Nord.

La collecte des pétitions s'inscrit dans le cadre de la campagne que mène l'Adcic depuis l'année dernière, pour la conquête de la souveraineté alimentaire en Afrique centrale en général et au Cameroun en particulier. Pour y arriver, il faut, selon le président de l'Adcic, relever le niveau de production en octroyant des moyens conséquents aux producteurs. C'est un signal fort que les populations (producteurs et consommateurs confondus) aient marqué leur adhésion massive à cette cause.

À terme, le but des pétitions ne sera véritablement atteint que quand l'État camerounais aura consenti à accorder des subventions directes à ses agriculteurs.

Mais pour l'instant, il reste que les autorités camerounaises se décident à recevoir leur colis : la montagne de plus de 620 000 pétitions envoyées par les populations. L'Adcic, dans son rôle de facteur, attend d'être autorisé par les destinataires à leur remettre ce paquet non moins encombrant.

Marie Pauline Voufo, journaliste

1. Lire GDS n°29 (décembre 2004), p. 9, un entretien avec Bernard Njonga, président de l'Adcic, à propos de la mobilisation de l'Adcic contre les importations de poulets congelés.

Note :

L'Adcic, créée en 2003, cherche à « Promouvoir une société à environnement socioéconomique plus sain, équitable, transparent et porteur de rapports constructifs [...] ». Plus d'informations en ligne (et la pétition à signer) : [www.adcic.net](http://www.adcic.net)

## RECEVOIR GRAIN DE SEL

*Grain de sel* est diffusé par abonnement gratuit pour les ressortissants du Sud, et payant au Nord (20 euros pour 4 numéros, chèque à l'ordre de Adeprina – Inter-réseaux). Pour vous abonner, envoyez un courrier postal avec vos prénom, nom, adresse postale et adresse de courrier électronique à Inter-réseaux, 32 rue Le Peletier, 75009 Paris ou un message à : [secretariat@inter-reseaux.org](mailto:secretariat@inter-reseaux.org)

